



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

pays du Sahel

Question écrite n° 29789

## Texte de la question

M. Hervé Féron attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur l'intervention de la communauté internationale au Sahel. En effet, le Japon a récemment annoncé, à l'occasion de la conférence internationale de Tokyo pour le développement de l'Afrique (Ticad) que le pays allait accorder une aide de 750 millions d'euros au Sahel en cinq ans et former 2 000 personnes pour lutter contre le terrorisme et favoriser la stabilisation de la zone nord-africaine. Le Japon n'est pas le seul pays asiatique cherchant à augmenter son influence sur le continent africain et à assurer la sécurité de ses ressortissants, la Chine est également influente dans cette région. Le soutien financier du Japon s'inscrit dans le cadre du programme d'aide publique au développement sur cinq ans pour l'Afrique, abondé à hauteur de 10,6 milliards d'euros. Suite à la prise d'otages d'In Amenas au sud de l'Algérie en janvier dernier, le Japon a décidé de « renforcer les protections sociales, avec un accent mis sur l'alimentation, l'éducation et la santé, avec également un soutien pour les femmes et les jeunes ». En plus de ce volet d'aide au développement, le Japon va fournir un soutien distinct aux pays de la région sahélienne, dédié spécifiquement à la lutte contre le terrorisme et au maintien de la sécurité. Le Mali fait en ce sens l'objet d'une attention particulière. Force est de rappeler qu'une force onusienne de 12 600 hommes prendra le relais des 4 000 soldats français déployés. Ainsi, il lui demande de bien vouloir détailler les ambitions de la France, dans le cadre de la coopération régionale européenne, pour poursuivre la sécurisation de la zone du Sahel mais fournir également une aide au développement et un soutien opérationnel à cette région fragilisée.

## Texte de la réponse

La France est pleinement engagée aux côtés de l'Union européenne (UE) pour venir en aide à la zone du Sahel, tant sur le plan sécuritaire que sur le volet du développement. Dans le cadre de sa stratégie pour la sécurité et le développement du Sahel, à l'élaboration de laquelle la France a fortement contribué, l'UE a mis en place une mission civile « EUCAP Sahel Niger » en juillet 2012 afin de lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée. La mission a été lancée au Niger mais son champ d'action pourrait être étendu. Elle est dotée d'un budget annuel de 8,7 millions d'euros. Au Mali, l'UE a contribué financièrement au soutien à la MISMA à hauteur de 50 millions d'euros. Elle déploie actuellement une mission de conseil et de formation des forces armées maliennes, « EUTM Mali » qui, forte de 550 personnels, vise à restructurer l'armée malienne. En donnant aux Maliens les moyens d'assumer leurs responsabilités, cette mission leur permettra d'assurer une meilleure sécurisation des frontières et des zones sensibles au nord du Mali. Un premier bataillon de 660 soldats formés est en cours de redéploiement vers le Nord et la formation d'un deuxième contingent débutera ces prochains jours. La France est la première contributrice à cette mission qui rassemble au total 22 Etats membres de l'UE. Enfin, afin d'aller au-delà de l'action militaire et de permettre une stabilisation durable du pays, un engagement accru de l'UE au profit des forces de sécurité intérieure et de la justice maliennes, dans le cadre de la PSDC civile, est actuellement à l'étude. La MISMA est devenue le 1er juillet la mission de stabilisation des Nations unies pour le Mali (MINUSMA). La France maintiendra 1 000 hommes à terme au Mali, pourra venir en aide à la MINUSMA en cas de besoin et poursuivra des actions de lutte antiterroriste dans un cadre national. En termes d'aide d'urgence et d'aide au développement, l'UE a mobilisé 172 millions d'euros en 2012 au titre de l'aide

humanitaire, dont 58 millions destinés aux victimes de la crise alimentaire et politique au Mali. Début 2013, une enveloppe de 50 millions d'euros pour la crise alimentaire au Sahel a été adoptée, s'ajoutant ainsi au 42 millions d'euros destinés à soutenir les opérations humanitaires au Mali en 2013. Le 15 mai 2013, lors la Conférence des donateurs de Bruxelles, « Ensemble pour le renouveau du Mali », l'UE a annoncé une contribution de 520 millions d'euros pour aider au relèvement du Mali. La France contribue à hauteur de 20 % à cette aide européenne, qui s'ajoute aux 280 millions d'euros promis à titre bilatéral lors de la conférence. L'UE déploie actuellement une mission d'observation électorale au Mali, dirigée par Louis Michel, qui comportera en tout 90 observateurs, dont une partie se rendra ponctuellement dans les villes du Nord.

## Données clés

**Auteur :** [M. Hervé Féron](#)

**Circonscription :** Meurthe-et-Moselle (2<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 29789

**Rubrique :** Politique extérieure

**Ministère interrogé :** Affaires étrangères

**Ministère attributaire :** Affaires étrangères

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [18 juin 2013](#), page 6256

**Réponse publiée au JO le :** [23 juillet 2013](#), page 7745